



5^{ème} SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT DU G5 SAHEL

9 Juillet 2021

COMMUNIQUE FINAL



1. Sur invitation de **S.E.M. le Général de Corps d'Armée MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO**, Président du Conseil Militaire de Transition, Président de la République du Tchad, Chef de l'État, Président en exercice du G5 Sahel, les Chefs d'État des pays membres du G5 Sahel se sont réunis ce jour 9 juillet 2021, par visioconférence, en vue d'évaluer la situation sécuritaire au Sahel, de faire un suivi des recommandations du Sommet de N'Djaména de février 2021, et enfin, de désigner le nouveau Secrétaire Exécutif du G5 Sahel
2. Etaient présents à ce Sommet, les Chefs d'Etat ci-après :
 - **S.E.M. Roch Marc Christian KABORE**, Président du Burkina Faso
 - **S.E.M. Mohamed Ould Cheikh El GHAZOUANI**, Président de la République Islamique de Mauritanie
 - **S.E.M. Mohamed BAZOUM**, Président de la République du Niger
 - **S.E.M. le Colonel Assimi GOÏTA**, Président de la Transition, Chef de l'Etat, de la République du Mali

Les chefs d'Etat du G5 Sahel ont également invité à participer à leurs travaux :

- **S.E.M. Emmanuel MACRON**, Président de la République française
3. L'urgence de considérer la situation sécuritaire au Sahel a conduit la Présidence du G5 Sahel à organiser une Conférence extraordinaire des Chefs d'Etat.

Le contexte régional est en effet marqué par l'aggravation de l'activisme terroriste au Sahel et les conséquences potentielles du retrait demandé par l'ONU des mercenaires armés étrangers présents sur le territoire libyen qui fait peser une menace sur la stabilité du Sahel et de la sous-région. Il se caractérise également par la perspective de reconfiguration de la force française au Sahel recentrée sur la lutte anti-terroriste et sur une coopération militaire renforcée avec les armées nationales, qui s'appuiera notamment sur une poursuite de la montée en puissance de la task-force Takuba et sur la mission de Formation de l'Union Européenne au Mali (EUTM).

Sur la situation sécuritaire dans la région :

4. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel se sont inquiétés de la recrudescence de l'activisme terroriste au Sahel et des menaces pesant sur les pays du G5 Sahel et de la sous-région.
5. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont présenté leurs condoléances au Peuple Tchadien pour la disparition brutale de leur frère, le Maréchal du Tchad, IDRIS DEBY ITNO, décédé dans des combats contre un groupe mercenaire armé venu de Libye.

Ils ont également présenté leurs condoléances aux familles de toutes les victimes du terrorisme au Sahel, tout particulièrement aux populations de Solhan au Burkina Faso et leurs vœux de prompt rétablissement aux blessés.
6. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont salué l'adoption de la résolution 2570 du Conseil de sécurité des Nations Unies du 16 avril 2021, demandant à toutes les parties au conflit en Libye de veiller à l'application intégrale de l'accord de cessez-le-feu du 23 octobre 2020 et engageant vivement tous les États Membres à respecter et à appuyer ce processus, notamment en retirant sans tarder l'ensemble des forces étrangères et des mercenaires du territoire libyen.

Ils ont exprimé, néanmoins, leur profonde préoccupation en l'absence d'un plan de retrait des mercenaires étrangers en Libye, estimée à près de 30 000 combattants surarmés, pour la sécurité des pays du G5 Sahel et de la sous-région.
7. Ils ont relevé, à cet égard, qu'une réunion du Conseil de Sécurité des Nations-Unies sur les risques d'une dispersion dans les pays de la région des mercenaires présents en Libye s'est tenue le 27 avril 2021 à la demande des membres africains du Conseil de Sécurité (Kenya, Niger et Tunisie).

Ils ont relevé également que dans son communiqué final du 19 juin 2021 à Accra, la conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEDEAO a exprimé sa préoccupation quant aux effets déstabilisateurs des opérations des groupes de mercenaires venant de Libye et ont appelé à une action internationale concertée en vue de la résolution urgente de cette question, impliquant le désarmement des groupes de mercenaires.

Ils ont relevé aussi la préoccupation formulée par la République du Soudan le 15 juin 2021 sur la perspective de retour des mercenaires de Libye pour leur pays encore en phase de stabilisation surtout si ces combattants reviennent avec leurs armes et ont appelé à considérer cette question « comme prioritaire pour la sécurité de la région ».

Ils se sont félicités enfin des engagements pris par les parties prenantes à l'occasion de la Conférence sur la Libye, à Berlin, le 23 juin 2021.

8. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont demandé expressément que les Nations-Unies et la Libye communiquent sur le plan de retrait ordonné des milices armées étrangères de Libye et contribuent à la sécurisation des frontières du G5 Sahel durant la phase de retrait.
9. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont exprimé leur préoccupation face à la persistance de la menace terroriste dans la sous-région et ont souligné l'importance d'une veille active de l'ensemble des pays de la région et d'une action collective et énergique en vue de la contrer.
A ce titre, ils ont appelé à la poursuite d'un effort commun et ont réaffirmé leur pleine mobilisation dans le cadre de ce combat collectif à travers les négociations actives et participatives avec les partenaires de la Coalition Internationale pour le Sahel à mettre à disposition de la Force conjointe des capacités indispensables aux missions de la Force et dont les pays du G5 Sahel ne disposent pas.
Ils ont exprimé leur volonté d'une montée en puissance et l'autonomisation de la Force conjointe G5 Sahel sous une seule responsabilité opérationnelle, financière et logistique du COMFOR lui permettant de disposer : **(i)** des renseignements stratégiques et tactiques d'origine satellitaire, technique et en imagerie ; **(ii)** moyens de frappes ciblées et guidées ; **(iii)** moyens de transports aériens et logistiques, une chaîne de santé opérationnelle et des infrastructures pour le casernement des unités déployées dans les divers pays.
Ils ont appelé à mettre en place un droit de tirage sur le compte fiduciaire de la force en faveur du COMFOR de la FC G5 Sahel qui en rendra compte mensuellement au Secrétariat Exécutif du G5 Sahel.
Ils ont appelé à la mise en place du Centre de Fusion du Renseignement à Niamey et à sa prise en charge par le Secrétariat Exécutif.
10. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont insisté sur la nécessité de renforcer la Force conjointe autour du Bassin du Lac-Tchad face à la persistance de la menace Djihadiste. Ils ont constaté en effet une lutte à mort entre les factions de Boko Haram à l'avantage de la fraction de l'État islamique en Afrique de l'Ouest, et un activisme nouveau de factions de Boko Haram dans le sud-ouest du Niger frontalier avec l'Etat nigérian de Sokoto.
11. Ils ont également noté, avec préoccupation, l'extension de la menace terroriste en direction de la Côte d'Ivoire suite aux attaques récentes le 12 juin par Engin explosif improvisé, tuant 3 militaires à Togolokaye, le 6 juin à Tougbo, le 19 mai contre 2 postes douaniers ou encore le 29 mars 2021 contre des postes des forces de défense et de sécurité à Kafolo et Tehini et enfin, le 21 avril contre un camp militaire à Abidjan.
12. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel, confrontés à un combat de longue haleine contre le terrorisme, ont salué l'adoption à l'unanimité, le 29 juin 2021, de la résolution 2584 renouvelant le mandat de la MINUSMA et maintenant le mécanisme tripartite de soutien à la Force conjointe du G5 Sahel. Ils ont noté avec satisfaction la demande adressée au Secrétariat général des Nations unies de produire i) un rapport d'ici au 15 juillet sur une possible augmentation du plafond de troupes de la mission et ii) un rapport d'ici au 30 septembre sur les options alternatives de soutien au G5-Sahel. Ils ont rappelé leur demande constante pour un financement pérenne et prévisible de la Force conjointe du G5 Sahel, ainsi que l'octroi d'un mandat sous le Chapitre VII de la charte des Nations-Unies.
13. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont condamné l'attaque survenue le dimanche 30 mai 2021 à Sourou, village situé en territoire tchadien à la frontière avec la République centrafricaine, et se sont félicités de la mise en place d'une commission d'enquête internationale indépendante et impartiale.
14. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont également salué le renouvellement du mandat de la Force conjointe du G5 Sahel par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine lors de sa réunion du 06 juillet 2021.
15. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont encouragé la CEDEAO à mettre effectivement en œuvre son plan d'actions prioritaires 2020-2024 pour éradiquer le terrorisme dans l'espace CEDEAO et en particulier, la mise à disposition

d'un soutien au Burkina Faso, au Mali et au Niger pour participer à la sécurisation des trois frontières de la Zone LIPTAKO GOURMA.

16. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont décidé de renforcer la coopération avec les pays du Golfe de Guinée en matière de lutte contre le terrorisme et de renforcement des capacités des forces de défense et de sécurité pour contrer l'expansion du terrorisme vers le Sud.

Sur l'adaptation du dispositif militaire français au Sahel

17. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont pris note de la décision du Président de la République française de transformer le dispositif militaire français déployé au Sahel qui s'inscrit dans le cadre des discussions conduites depuis le Sommet de Pau en janvier 2020 et poursuivies lors du Sommet de N'Djamena en février 2021.
18. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont remercié la France pour son soutien indéfectible dans la lutte contre le terrorisme depuis l'apparition dans la région de groupes armés affiliés à Al Qaïda et à l'Etat islamique. Ils ont tenu à rendre hommage aux soldats africains, français et internationaux, qui sont tombés au champ d'honneur pour la stabilité du Sahel.
19. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel se sont félicités de la volonté exprimée par la France de poursuivre ses efforts en la matière selon des modalités rénovées définies en concertation avec les Etats concernés. Ils savent pouvoir compter sur la qualité de ce partenariat stratégique élaboré conjointement depuis 2013.
20. Les Chefs d'Etat ont pris note de la concertation engagée avec la France et tous les autres partenaires engagés dans la lutte contre le terrorisme au Sahel. Ils ont exprimé leur gratitude à l'égard des efforts de ces partenaires qui interviennent en appui aux armées nationales, en appui à la force conjointe du G5 Sahel, en appui à Barkhane, dans le cadre de la MINUSMA, des opérations européennes EUTM Mali, EUCAP Sahel Mali et EUCAP Sahel Niger et de la task-force Takuba.

Sur le suivi des engagements de N'Djamena

21. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont souligné l'importance de poursuivre les efforts collectifs engagés dans le cadre de la Coalition pour le Sahel, conformément à la feuille de route adoptée le 19 mars 2021, notamment en matière de déploiement des services de l'Etat sur l'ensemble des territoires nationaux.
22. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel, considérant la question de la mise en œuvre de la feuille de route de la Coalition pour le Sahel, ont réaffirmé leur attachement à cette feuille de route et salué la constitution, dans chacun des Etats, d'un dispositif de pilotage interministériel au plus haut niveau, destiné à mettre en place un plan national de déploiement de l'Etat et des services aux populations.
23. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont réaffirmé l'urgence de la mise en œuvre effective des actions au niveau des quatre piliers de la feuille de route et escomptent des résultats probants à l'occasion du prochain sommet de la Coalition pour le Sahel, qui pourrait se tenir en septembre 2021.
24. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont par ailleurs invité les acteurs concernés à poursuivre diligemment la mise en œuvre des actions de la feuille de route de la Présidence tchadienne du G5 Sahel validée par le feu Maréchal Idriss DEBY ITNO et dont les objectifs stratégiques sont concourants avec ceux de la Coalition pour le Sahel.
25. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel se sont félicités de la volonté de la Présidence tchadienne de conduire les chantiers majeurs du G5 Sahel et ont réitéré au Secrétaire exécutif leurs instructions et l'urgence d'aboutir sur la révision de la Convention portant création du G5 Sahel, sur l'actualisation de la Stratégie pour le Développement et la Sécurité du G5 Sahel, de la révision du Plan d'Investissements Prioritaires (PIP) 2019-2021 et l'élaboration du PIP 2022-24 et l'achèvement de la réforme institutionnelle du Secrétariat exécutif du G5 Sahel.

Sur la situation au Mali et au Tchad

26. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont pris acte de la volonté du Conseil Militaire de Transition de respecter ses engagements internationaux en matière de lutte contre le terrorisme et de son engagement à tenir dans la période de Transition de 18 mois, de nouvelles élections démocratiques, libres et transparentes.
27. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont pris acte des communiqués du sommet extraordinaire des Chefs d'Etat de la CEDEAO sur le Mali, le 30 mai 2021, et de la réunion du Conseil Paix et Sécurité de l'Union africaine sur le Mali, le 1^{er} juin 2021. Ils ont également pris acte de la volonté des autorités de la Transition du Mali à respecter les



engagements pris pour l'organisation des élections générales libres, crédibles, transparentes et inclusives aux échéances prévues.

28. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont appelé la communauté internationale à soutenir et à accompagner les régimes de Transition au Mali et au Tchad pour un retour rapide à l'ordre constitutionnel et l'instauration de la paix et de la stabilité, gage d'un développement durable.

Sur la situation sanitaire et économique

29. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont appelé les Partenaires du G5 Sahel à soutenir la Déclaration des Chefs d'Etat du G5 Sahel pour une restructuration de la dette des pays du G5 Sahel, adoptée à l'occasion du Sommet de N'Djamena le 15 février 2021 et à mieux informer les populations.
30. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont également appelé les Partenaires du G5 Sahel à considérer le contexte sanitaire lié à la pandémie de COVID-19 et les conséquences socio-économiques qui auront encore appauvri les populations les plus fragiles. A ce sujet, ils demandent que soient pris toute mesure permettant d'entreprendre dans le même temps des campagnes de vaccination et alertent la Communauté internationale sur le besoin de disposer de vaccins contre le COVID-19. Sur ce sujet, ils saluent ainsi les initiatives pour la levée des Brevets sur les vaccins contre le COVID-19.
31. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel se sont félicités des conclusions du Sommet sur les économies africaines le 18 mai 2021 à Paris.
32. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont rappelé l'importance de considérer les questions de développement comme une priorité entrant dans le cadre de la stabilisation de la région. Ils ont, à cet effet, invité l'ensemble des acteurs à travailler à la mise en œuvre effective des projets et programmes du PIP et du Cadre d'Actions Prioritaires Intégré (CAPI).
Ils ont, dans cette dynamique, reconnu que l'Initiative « Desert to Power » portée par la Banque Africaine de Développement (BAD) est une priorité pour les pays du G5 Sahel au regard de l'importance de l'énergie pour le développement économique et social, essentiel pour relever les défis de sécurité. Ils ont appelé à l'accélération de sa mise en œuvre et exprimé leur soutien à la demande soumise par la BAD au Fonds Vert pour le Climat (FVC) pour le financement de l'Initiative « Desert to power ».

Désignation du Secrétaire Exécutif du G5 Sahel

33. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont salué l'important travail accompli par SEM Maman Sambo SIDIKOU en qualité de Secrétaire Exécutif du G5 Sahel, notamment le positionnement stratégique du G5 Sahel dans l'environnement régional et international et les avancées majeures dans la réforme institutionnelle de l'organisation.
Ils lui ont souhaité plein succès dans ses nouvelles fonctions de Haut représentant du Président de la Commission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel, tout en lui assurant leur soutien.
34. Ils ont entériné la nomination de M. TIARE Yemdaogo Eric comme Secrétaire Exécutif du G5 Sahel.
35. Ils ont adopté le principe de mandat unique et de rotation entre les pays pour le poste de Secrétaire Exécutif du G5 Sahel.
36. Les Chefs d'Etat du G5 Sahel ont remercié **S.E.M. le Général de Corps d'Armée MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO** d'avoir réuni en urgence la Conférence des Chefs d'Etat sur la stabilité régionale.

Fait par visioconférence, le 09 juillet 2021

Pour la Conférence, le Président en exercice



Le Général de Corps d'Armée MAHAMAT IDRIS DEBY ITNO